

SOUDAN

Peur et fébrilité à Khartoum avant un possible mandat contre Béchir

Des Soudanais envisagent avec peur et fébrilité l'émission probable par la Cour pénale internationale (CPI) d'un mandat d'arrêt contre leur président Omar el-Béchir, accusé de crimes de guerre et contre l'humanité au Darfour.

«Omar el-Béchir est peut-être un criminel mais nous ne savons pas ce qui va nous arriver s'il est inculpé», explique Abdelrahmane, un diplômé en informatique, qui comme de nombreux Soudanais craint qu'un mandat d'arrêt contre leur président ne plonge le pays dans le «chaos». Le procureur de la

CPI Luis Moreno-Ocampo avait demandé en juillet à des juges d'émettre un mandat d'arrêt contre le président soudanais, pour son rôle présumé dans le conflit du Darfour. Cette région de l'ouest du Soudan est le théâtre depuis 2003 d'une guerre civile à l'origine de 300 000 morts et de 2,7 millions de

déplacés selon l'ONU. Khartoum fait état de 10 000 morts. La tension est montée d'un cran à Khartoum ces derniers jours à la suite d'informations selon lesquelles les juges de la CPI avaient décidé d'émettre un mandat d'arrêt à l'encontre du président Béchir. La CPI a, pour sa part, assuré qu'aucune décision n'avait encore été prise. «Le pays est divisé en deux, entre ceux qui sont avec le gouvernement et ceux qui ne le sont pas», pense Younès, sirotant un thé dans le souk Al-Arabi. «Moi par

exemple, je soutiens la justice internationale», dit-il. Assis dans une des nombreuses «places à thé» improvisées sur les trottoirs sablonneux de la capitale, Oussama pense autrement : «Je suis du côté du président».

«Le conflit au Darfour est avant tout une affaire de tribus», estime-t-il, accusant «les Occidentaux d'avoir monté en épingle cette affaire». Certains disent aussi ne pas connaître les détails de la situation au Darfour. «Pour nous, ce n'est pas clair ce qui se passe au

Darfour parce que les médias locaux sont contrôlés par le gouvernement», explique Awad, un marchand de journaux près de la grande mosquée, dans le centre de la capitale soudanaise, sur la rive orientale du Nil. «Les gens ont peur de s'exprimer sur cette question parce que les services de renseignements et le parti du président (NCP) sont très puissants», souffle Sadig, un avocat, discutant avec des hommes âgés vêtus de la tunique blanche traditionnelle. «Il y a plusieurs personnes qui seront très contentes d'apprendre que le président est inculpé par la CPI» car elles «souffrent» dans un système contrôlé par le parti du président, dit son ami Awad. Les autorités soudanaises ont prévu de grandes manifestations publiques à Khartoum et dans des régions clés du pays si le président Omar el-Béchir est inculpé, mais il n'est pas dit que le peuple y participera en grand nombre.

Des manifestations en juillet avaient attiré seulement un millier de personnes à Khartoum. Le président Béchir tente actuellement de recueillir des appuis afin de montrer l'image d'un soutien unanime au sein de la population et des partis d'opposition s'il est inculpé. Dans cette hypothèse, «le régime tolérera encore moins toute forme d'opposition», estime un diplomate occidental sous le couvert de l'anonymat. Il cite en exemple l'opposant islamiste Hassan al-Tourabi emprisonné depuis un mois pour avoir déclaré qu'Omar el-Béchir était «politiquement responsable» de la situation au Darfour et qu'il devait se rendre à La Haye en cas d'inculpation.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'Afghanistan convié à la réflexion américaine

L'Afghanistan va participer à la révision par les Etats-Unis de leur stratégie dans la région, ont annoncé hier à Kaboul, le président afghan Hamid Karzaï et Richard Holbrooke, l'émissaire américain pour l'Afghanistan et le Pakistan.

Le gouvernement afghan va envoyer une délégation à Washington, conduite par le ministre des Affaires étrangères Rangeen Dadfar Spanta, pour participer aux discussions sur cette révision de la stratégie, ont-ils indiqué à l'issue de leurs entretiens à Kaboul. M. Karzaï a indiqué qu'il avait demandé dans une lettre au président Barack Obama que son pays participe à ce processus. «Je suis très, très

reconnaissant au président Obama d'avoir accepté ma proposition de voir l'Afghanistan participer à cette révision de la stratégie de lutte contre le terrorisme», a déclaré M. Karzaï. Les relations entre les deux pays sont au plus bas depuis l'élection de Barack Obama, plus critique que son prédécesseur à l'égard de M. Karzaï, alors que les Etats-Unis s'interrogent sur leur soutien au président afghan qui devrait se représenter aux élections d'août.

M. Karzaï a ainsi révélé cette semaine que le président américain ne l'avait pas contacté depuis sa prise de fonctions en janvier.

Dans une interview jeudi, il a parlé de «crise» entre Washington et Kaboul. M. Holbrooke reçu samedi par M. Karzaï a indiqué qu'il amenait un message personnel du président Obama — un message de «soutien au

peuple afghan et au gouvernement démocratiquement élu d'Afghanistan», a-t-il dit. Le président afghan n'a pas révélé la teneur des discussions avec M. Holbrooke, en tournée dans la région, mais les a qualifiées de «fructueuses et détaillées, menées de façon sincère, amicale et franche». Il a salué une décision des forces américaines de prendre des «mesures spécifiques» pour réduire les pertes civiles et cesser les perquisitions de nuit, en associant les Afghans à la préparation et à la conduite des opérations militaires. «Nous sommes venus ici pour entendre et apprendre vos points de vue», a commenté, pour sa part, l'émissaire américain, dont la visite vise à «réaffirmer l'engagement de l'Amérique à fournir des efforts en Afghanistan (pour lutter) contre les talibans et Al-Qaïda». La rencontre s'est déroulée au

deuxième jour de la visite de M. Holbrooke en Afghanistan, après une première étape de trois jours au Pakistan. L'envoyé du président Obama se rendra ensuite en Inde, dans le cadre d'une tournée entreprise alors que les Américains veulent engager une révision majeure de leur stratégie dans la région, de plus en plus soumise à l'extrémisme islamiste.

Le président Obama, qui en a fait une des priorités de son mandat, a promis une nouvelle approche dans la lutte contre l'insurrection des talibans en Afghanistan, prenant davantage en compte la lutte contre les talibans et Al-Qaïda au Pakistan, dans les régions frontalières. M. Obama doit prendre dans les prochains jours une décision sur le nombre de soldats américains qu'il a promis d'envoyer en renfort, ainsi que la date de leur arrivée.